LES COPROPRIETAIRES S'EXPRIMENT SUR

DES SUJETS DIVERS

De Mr KNITTEL le 16 Novembre 2009 : Ma question : -qui finance la taille et l'enlèvement des déchets de ces muriers ?

J'avais demandé un copropriétaire a qui on avait taillé son murier et lui même n'était soi disant pas au courant. J'ai vérifié tous les procès verbaux de l'AG des dernières années et je suis tombé sur celui de 2006. Dans la décision 11 de cette année, qui a été adoptée à l'unanimité, il est stipulé : "l'AG décide que chaque copropriétaire devra se responsabiliser à l'égard de l'entretien de leur jardin Chacun devra faire son affaire de la coupe de ses arbres et emporter les déchets directement à la déchetterie. Dès lors, l'entreprise SONECOP ne réalisera plus ce travail."

Cette année j'ai remarqué que SONECOP continue de procéder à la taille des muriers. Mr Bassin, du Conseil syndical, m'avait une fois affirmé que les frais incombait aux propriétaires ?? Cette affirmation a été contredite par l'ancien président, Mr. Georges. De ce fait mes question suivantes:

Quand cette décision a t'elle été prise ? Qui l'a voté ? Qui subit les frais de cette taille (53,82€ TTC par murier selon devis du 01.03.2006 ?

Réponse de F. PASTOR : Lors de notre réunion du 13 Novembre avec Monsieur BEL, j'ai posé la question qui vous préoccupait et j'ai eu confirmation que la taille des mûriers privatifs était une prestation gracieuse de la SONECOP.

Par contre est à charge de la copropriété, les frais de déchetterie réglés à ce titre par notre prestataire de service.

Cette décision a été, il me semble mais je peux me tromper, prise pour éviter les dépôts sauvages de végétaux consécuteurs à des tailles particulières.

Alors, il est vrai que lors de l'AG du 15/04/2006, il avait été décidé que " chacun devait faire son affaire de la coupe de ses arbres et emporter ses déchets directement à la déchetterie" et que "la SONECOP ne devait plus réaliser ce travail".

Monsieur BEL pourra peut-être vous donner d'autres explications mais pour ma part je n'en ai pas d'autre.

A toutes fins utiles et pour éviter toute polémique, je tiens à vous préciser que je possède un mûrier, que j'en effectue la taille tous les ans et que je fais mon affaire de l'évacuation des déchets.

Si vous tenez absolument à ce que la décision de l'AG de 2006 soit appliquée, il faudra le préciser clairement à Nicolas BEL.

Cependant, cette mesure risque de provoquer une suppression de tous les arbres privatifs dont tout le monde profite, ne serait-ce que sur le plan esthétique de notre résidence. Nous avons déjà vu disparaître toutes les haies de lauriers roses au profit de murs et il faut admettre, même si j'ai moi-même opté pour cette solution, que l'aspect général de la Copropriété risque d'en souffrir.

De Mme GRELON le 11 Novembre 2009 : En faisant visiter la résidence à des amis venus me rendre visite,

j'ai été frappée par " l'architecture" des différents murets entourant les villas(murs pleins,avec des arabesques

de toutes sortes,de différentes hauteurs)et par les couleurs parfois surprenantes des villas elles-mêmes. Ne pourrait-on pas, pour les futurs travaux au moins imposer des normes ?

Réponse de F.Pastor :

Pour ce qui concerne votre remarque sur les murs de clôture des villas de la Résidence, il est vrai

qu'ils manquent d'uniformité.

Certains copropriétaires préfèrent les claustras et les autres les murs pleins ; à noter que

toute édification de clôture est soumise à accord de l'A.G. selon des normes précises. Il n'en reste pas moins qu'après accord, les copropriétaires agissent à leur guise et nous avons fait remarquer au Syndic, lors de notre réunion en septembre, que des crépis n'étaient pas conformes aux autorisations ; il devait écrire au copropriétaire concerné pour lui demander de le mettre en conformité avec notre autorisation ... mais certains sont aussi édifiés sans demande d'accord ... alors que faire ! Il en est de même pour les paraboles et les climatiseurs : nous le constatons, nous le signalons au syndic et puis c'est tout ! Nous pouvons toujours en débattre lors de la prochaine A.G., imposer des normes, mais dans la mesure où nous ne prenons aucune sanction sur les contrevenants, notre démarche n'aboutira pas.

De Mr POUVEZ le 15 Novembre 2009 : Mon accord est bien évidemment total pour la réalisation du plan incliné par le Monsieur handicapé pour qu'il puisse relier son parking à son allée. Cela coule de source – Une loi a été publiée en 2002 et toutes les collectivités ont 10 ans pour se mettre aux normes afin que les personnes handicapées ne rencontrent plus aucun obstacle pour accéder aux équipements publics – à plus forte raison donc pour sa desserte personnelle.